

NE PAS ETABLIR UN PARALLELE ENTRE LA GUERRE EN IRAK ET LA GUERRE AU VIETNAM

Evgueni Satanovski

Depuis quelque temps on a de plus en plus tendance à comparer les résultats de la guerre en Irak avec le bilan de la guerre au Vietnam. On, ce sont les alliés des Etats-Unis et leurs adversaires. Les congressmen américains et les chefs des terroristes. Les politiques professionnels et "l'homme de la rue". Les journalistes et les généraux. Et ils sont tous dans l'erreur. L'Irak, ce n'est pas le Vietnam. La situation y est bien pire. Et la plupart des parallèles fondés sur les souvenirs de la guerre au Vietnam sont inapplicables dans la situation prévalant en Irak.

La différence ne réside pas dans le fait qu'au Vietnam les Américains combattaient dans la jungle alors qu'en Irak ils font le coup de feu dans le désert ou dans les quartiers urbains. Ni dans le niveau des armements et des technologies utilisés. Ni dans ce que l'Amérique était alors et ce qu'elle est devenue plusieurs décennies plus tard.

Ce qui est essentiel, c'est que la guerre au Vietnam opposait moins le Nord et le Sud de ce pays que les grandes puissances. Les Etats-Unis luttèrent contre l'URSS, la guerre était un reflet de la rivalité à laquelle se livraient des modèles modernisés qui initialement appartenaient à une même civilisation. Le commerce et les contacts diplomatiques entre Washington et Moscou avaient contribué à atténuer la confrontation et à la maintenir dans un cadre déterminé. La guerre au Vietnam était un élément du "Grand jeu". Ses règles étaient peut-être pas très ragoutantes et leurs conséquences exécrables, mais elles avaient néanmoins le mérite d'exister.

A la différence de la guerre en Irak, celle du Vietnam était exempte de composante religieuse ou ethnique. Au Vietnam, un voisin ne tuait pas son voisin parce que celui-ci ne priait pas exactement de la même façon ou appartenait à une autre ethnie. La guerre du Vietnam n'était pas un conflit de civilisations. En Irak la plupart de ceux qui combattent contre les troupes de la coalition américano-britannique croient fanatiquement qu'ils défendent le monde islamique contre les "croisés". Le discours politique, il est de mise dans les parlements occidentaux, mais pas à Erbil, à Bassorah ni même à Bagdad.

Quitter le Vietnam avait été relativement facile. Le Sud-Vietnam avait subi une défaite, le Nord avait triomphé, mais c'était la victoire d'un Etat et non pas d'un élément anarchique mêlé de fanatisme religieux. Ceux qui ont triomphé au Vietnam n'avaient pas l'intention de poursuivre le combat en Europe et aux Etats-Unis. Par contre, ceux qui peuvent vaincre en Irak ne dissimulent pas que c'est là leur objectif et de par leurs actes ils montrent que ce ne sont pas là des paroles en l'air. Bien sûr, on pourrait retirer de là-bas les troupes et les conseillers militaires. Pour le congrès, le sénat et l'administration des Etats-Unis cela signifierait que la guerre en Irak est terminée. Mais pour ceux qui se battent là-bas contre l'Amérique et en sa personne l'Occident, cela ne voudrait rien dire du tout.

Aujourd'hui la guerre en Irak c'est une guerre de tous contre tous. Une guerre d'insurgés contre des occupants du point de vue irakien. Une guerre de forces coalisées contre des terroristes, du point de vue occidental. Une guerre d'arabes et de kurdes. Une guerre de kurdes et de turcomanes. Une guerre de chiites et de sunnites. L'Irak est le front principal de cette guerre qui fait rage partout dans le monde islamique, du Liban jusqu'au Pakistan. La guerre en Irak est une guerre intestine dans les communautés sunnites et un affrontement entre les leaders chiites. C'est une guerre entre les baasistes et les partisans d'Al-Qaïda. Entre les cheiks chiites locaux et ceux qui ont le regard tourné sur l'Iran. Entre les adversaires du gouvernement fantoche et les peu nombreux partisans de celui-ci. C'est une guerre de tous ces groupes contre les chrétiens, dont les communautés vivent leurs dernières années sur une Terre qu'elles avaient considéré e comme natale pendant près de 2.000 ans. Une guerre de clans familiaux et de tribus, une guerre d'autochtones contre des étrangers, peu importe d'où ils viennent et ce qu'ils font. Telle est la guerre en Irak.

Si au Vietnam l'objectif de la guerre était de prendre le contrôle du pays, en Irak le pays n'est plus qu'un territoire depuis belle lurette. Aucune des parties au conflit, y compris les troupes coalisées et le gouvernement irakien, n'est à même de le contrôler ni même de prétendre sérieusement à le contrôler. L'Irak n'est plus un pays. C'est désormais un "terrain vague" de la grandeur d'un pays.

Le 11 octobre 2006, le parlement irakien a adopté la loi instituant le fédéralisme dans le pays. C'était en quelque sorte la légalisation de la création en Irak de régions autonomes ce qui, comme l'estiment la plupart des experts, débouchera prochainement sur la désintégration du pays. Parmi les chiites, le plus radical est l'imam al-Sadr qui estime possible la création en Irak d'un Etat islamique sur le modèle iranien. En 2006, le Conseil consultatif des Moudjahédines avait annoncé la création d'un Etat islamique indépendant dans les régions sunnites. L'idée d'une étaticité fédéraliste est appuyée par les dirigeants kurdes et chiites contrôlant les principales régions pétrolifères.

Le président George W. Bush est-il conscient de tout cela quand il parle de sa nouvelle "stratégie"? C'est possible. En tout cas il est prêt à assumer la responsabilité de ce qui se passe en Irak, et cela représente un poids substantiel pour tout politique. A-t-il la possibilité d'aller au devant de ses critiques? C'est exclu. D'abord parce que c'en serait fini de lui en tant que président et ensuite on lui collerait l'étiquette de pire des présidents américains du XXe siècle. Cela n'aurait tout simplement aucun sens. Atténuer les effets d'une défaite militaire, minimiser les pertes subies par les Etats-Unis, réduire le préjudice causé au Parti républicain par sa politique, c'est une chose. Prendre une décision qui permettrait de porter de nouveaux coups contre les Etats-Unis comme celui du 11 septembre, c'en est une toute autre. Aucun président américain n'envisagerait cela. D'autant que George W. Bush n'a pas fait que déclencher cette guerre, il la gère mal aussi.

En 2006, les effectifs des troupes américaines oscillaient de 123 à 150.000 hommes. Au 1er janvier 2007, les Etats-Unis avaient en Irak quelque 140.000 soldats et officiers. L'année dernière les contingents des autres pays de la coalition en Irak ont été ramenés de 21 à 16.500 hommes. Les 21.500 militaires américains supplémentaires déployés dans le pays ne feront que compenser les départs de troupes observés l'année passée et accroîtront quelque peu les forces dans les zones où les pertes américaines sont particulièrement élevées. Il s'agit en premier lieu de Bagdad et de la province occidentale d'Anbar où 30.000 militaires américains ne sont pas en mesure de faire face aux insurgés locaux et aux combattants d'Al-Qaïda.

La "stratégie" du président Bush est tout ce que l'on veut sauf une véritable stratégie. Cependant, en tant que démarche tactique elle pourrait avoir un sens. Les Américains vont devoir se redéployer. Transférer leurs troupes dans les bases situées au Kurdistan irakien, en Jordanie et dans les monarchies du golfe Persique. En contrôlant les oléoducs et les terminaux pétroliers, les gisements de pétrole et le quartier des ambassades à Bagdad, le parlement et le gouvernement, ils pourraient "partir tout en restant". Pour pouvoir réussir un redéploiement sous le feu il faut au préalable porter des frappes préventives contre l'ennemi. Pour ce faire il faut accroître les effectifs des troupes destinées à couvrir les mouvements des unités. Cela ressort de la lecture de tout manuel militaire.

Que reste-t-il à faire au président américain? La guerre civile en Irak a acquis un caractère irréversible. La démocratie, au nom de la quelle, si l'on fait abstraction de la bombe atomique inexistante de Saddam Hussein, la guerre avait été déclenchée, n'a apporté ni la sécurité ni la paix aux habitants de l'Irak. Sous la tyrannie de Saddam ils connaissaient une existence meilleure. Actuellement en Irak l'électricité est distribuée 12 heures par jour et seulement pendant 6-7 heures à Bagdad. Dans certaines régions le taux de chômage atteint 70%. Les Irakiens fuient le pays. On en recense de 500.000 à 1.000.000 en Syrie, de 500 à 700.000 en Jordanie, environ 100.000 en Egypte. Selon les autorités irakiennes, en 2006 cet exode était de 100.000 personnes par mois. Depuis 2003, plus de 2.000 000 d'Irakiens ont immigré, dont plus de 18.000 médecins, chercheurs, ingénieurs et

enseignants. A l'intérieur du pays plus de 500.000 personnes craignant des persécutions ont quitté leurs lieux de résidence pour se réfugier dans les régions habitées par de fortes concentrations de leurs communautés religieuses.

Au début de 20 07, les autorités irakiennes contrôlaient trois des dix-huit provinces du pays. En 2006, l'armée irakienne alignait 119.000 soldats et officiers, les effectifs de la police se montaient à 199.000 hommes. Cependant, sans le soutien de l'armée américaine, la plupart des unités irakiennes ne sont pas en état de combattre contre les insurgés et les terroristes. Exception faite des Pechmerga (combattants des unités armées kurdes) dont le nombre dépasse 100.000 et qui sont subordonnés aux leaders kurdes.

A Bagdad, les 20.000 insurgés de l'Armée du Mahdi, subordonnés au leader chiite radical al-Sadr, évincent les sunnites. Au cours de la seule année 2006, dix quartiers de Bagdad à population mixte sont devenus entièrement chiites. Les chiites prédominent également au sein de l'administration municipale. Ils ont face à eux l'Armée islamique en Irak, le Nouveau Parti Baas, les Brigades de la révolution de 1920, l'Armée de Muhammad - tous sunnites - ainsi qu'environ 1.300 combattants étrangers.

Dans le même temps Riyad et Le Caire ont exhorté les Etats-Unis à ne pas s'empresser de retirer leurs troupes d'Irak. Le premier ministre turc, Tayyip Erdogan, estime qu'il faut établir le calendrier du retrait des troupes, mais que la "réduction des effectifs doit être lente", surtout qu'en raison des actions des combattants kurdes la tension se maintient à la frontière séparant la Turquie du Kurdistan irakien. La situation est agitée aussi à la frontière avec l'Iran, quoique l'Iran ait établi des relations tant avec les chiites majoritaires au sein du gouvernement à Bagdad qu'avec les chiites radicaux qu'il aide à former des combattants et approvisionne en armes. En 2006, la Syrie a rétabli avec l'Irak les relations diplomatiques rompues depuis plus de vingt ans, mais elle a fermé sa frontière avec lui en y déployant 7.500 militaires.

Il semble bien que toutes les erreurs possibles aient été commises en Irak. Les prochaines à venir pourraient être celles fait es par l'administration américaine et le président des Etats-Unis à l'égard de l'Iran ou de la Syrie, cependant elles ne devraient pas aboutir à une catastrophe régionale. La catastrophe, elle s'est déjà produite. De nouvelles guerres ou des démarches diplomatiques maladroites ne pourraient qu'accélérer ou ralentir son évolution. Le temps est le seul remède aux erreurs historiques de cette envergure. L'expérience des vieux empires coloniaux doit aujourd'hui être sollicitée plus que jamais. Elle commande d'éviter tout empressement. De ne pas se hâter de retirer les troupes pour ne pas "perdre la face". De s'entendre avec ceux avec qui il est possible de s'entendre et d'opérer avec rigueur là où il n'y a personne avec qui s'arranger. D'oublier les clichés de la seconde moitié du XXe siècle. En premier lieu de cesser de penser que la "communauté mondiale" est une réalité à même de faire quelque chose de sensé. Cette expérience demande aussi de bien comprendre que ce petit groupe de haut s fonctionnaires, de journalistes et de bureaucrates internationaux s'arrogent le titre de "gouvernement universel" sans en avoir la moindre justification. Il faut procéder à une analyse poussée de la situation. Maintenir la stabilité des régimes régionaux, qu'ils soient démocratiques ou non. Cadenasser les frontières de l'Irak. Etablir progressivement des relations avec ceux qui prendront le pouvoir dans ce pays ou dans les enclaves qu'il formera en éclatant.

Ce remède a un goût amer. La réalité est injuste. Hideuse. Vexante. Très loin de l'infantilisme des politiques messianiques. Mais il faut la prendre comme elle est car il n'y en a pas d'autre.

Evgueni Satanovski est président de l'Institut du Proche-Orient, RIA Novosti.

20 Février 2007

Source : http://www.alterinfo.net/Ne-pas-etablir-un-parallele-entre-la-guerre-en-Irak-et-la-guerre-au-Vietnam_a6389.html